

Ne pas jeter l'argent par les fenêtres: le PLR dit NON à l'initiative du PDC

Berne, le 3 juin 2014

Communiqué de presse

Ne pas jeter l'argent par les fenêtres: le PLR dit NON à l'initiative du PDC

Améliorons plutôt la conciliation de la vie familiale et professionnelle

Le groupe libéral-radical s'est prononcé aujourd'hui à l'unanimité contre l'initiative populaire sur les familles du PDC. Cette initiative manque son objectif. Elle est avantageuse pour les familles à hauts revenus et aurait pour conséquence une perte de recettes d'impôts sur le revenu à hauteur d'environ un milliard de francs. Le groupe libéral-radical soutient une véritable amélioration des conditions-cadres pour la conciliation de la vie privée et professionnelle.

L'initiative populaire du PDC veut exonérer d'impôt, de manière illimitée, les allocations de formation professionnelle et les allocations pour enfants. Cela devrait, selon le PDC, avant tout aider les familles de la classe moyenne. Mais actuellement, environ la moitié des 430 000 ménages qui ont des enfants ne paient pas d'impôt fédéral direct sur leur revenu imposable.

Ces familles ne peuvent donc pas être fiscalement allégées en matière d'impôt fédéral. Cette initiative génère de plus des inégalités de traitement. En effet, la loi fiscale n'aurait plus un traitement différencié en fonction des cas, à savoir dans quelle mesure les parents reçoivent des allocations pour les enfants et des allocations de formation professionnelle.

L'initiative du PDC passe à côté de la cible

Cette perte fiscale annuelle d'environ 200 millions de francs (pour la Confédération) et de 760 millions de francs (pour les cantons et les communes) devra être compensée. Quant à savoir par qui serait financé ce cadeau fiscal, c'est clair: la classe moyenne qui est toujours plus opprimée par les impôts sur le revenu et la TVA croissante.

Cette initiative est défectueuse sur le plan fiscal. Les subventions et les soutiens de l'Etat, comme les allocations pour enfant et les allocations de formation professionnelle, augmentent les capacités économiques et donc sont imposables. S'il est possible de remettre en question ce principe, cela créera un précédent qui poussera d'autres parties prenantes à se positionner de manière analogue.

La conciliation de la sphère familiale et privée reste un point central

A l'inverse, les mesures ciblées exigées par le *PLR.Les Libéraux-Radicaux*, comprennent un renforcement de la famille et l'amélioration de la conciliation des sphères familiales et privées. Pour cela, il faut premièrement abolir les obstacles bureaucratiques et les réglementations touchant les crèches. Le PLR l'a mis en avant dans les exigences de son papier de position [« Un marché du travail flexible »](#). Deuxièmement, il est nécessaire d'adopter des mesures ciblées en matière de fiscalité, notamment l'augmentation des déductions fiscales sur les frais de garde externes, ainsi que l'impôt individuel.

C'est uniquement de cette manière que nous pourrions vraiment soutenir nos familles et mieux exploiter notre force de travail nationale. C'est pourquoi, le groupe libéral-radical rejette à l'unanimité l'initiative du PDC – **par amour de la Suisse.**

Contacts:

¹ Gabi Huber, présidente du groupe libéral-radical, 076 331 86 88
² Felix Gutzwiller, vice-président du groupe libéral-radical, 079 419 32 55
³ Ignazio Cassis, vice-président du groupe libéral-radical, 079 318 20 30
⁴ Philipp Müller, président du PLR.Les Libéraux-Radicaux, 079 330 20 79

Ne pas jeter l'argent par les fenêtres: le PLR dit NON à l'initiative du PDC

* Pia Guggenbühl, cheffe de la communication, 079 566 60 10
* Aurélie Haenni, porte-parole Romandie, 079 315 78 48